

Direction de la mémoire,
de la culture et des archives

Service Historique de la Défense
Secrétariat général
Bureau finances-achats

Dépoussiérage et reconditionnement du dépôt d'archives Castigneau 2 – Virginie Heriot au profit du Centre du réseau territorial (CRT) de Toulon

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) A L'ACCORD-CADRE N°ARM_SGA_DMCA_SHD_BFA_06_2025

Accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles
L. 2123-1, L. 2123-2 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

Code CPV : n°92510000-9 – Services de bibliothèques et archives

Code GM : 45.05.01 – Autres prestations et services

Niveau de classification

MD	MA	MS	NP
		X	
Marché avec détention d'ISC	Marché avec accès d'ISC	Marché sensible	Marché non protégé

TABLE DES MATIERES

1	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
1.1	Documents contractuels régissant l'accord-cadre	4
1.1.1	L'acte d'engagement et le CCAP.....	4
1.1.2	Cahier des clauses techniques particulières	4
1.1.3	Cahier des clauses administratives générales (CCAG)	4
1.1.4	Cadre de réponse technique	4
1.2	Désignation des parties	4
2	OBJET – MONTANT – PRIX - PRESTATION.....	4
2.1	Objet de l'accord-cadre.....	4
2.2	Allotissement.....	4
2.3	Montant de l'accord-cadre	4
3	Marché sensible	5
4	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES	6
4.1	Etablissement des bons de commande.....	6
4.2	Délai d'exécution des bons de commande	6
5	CARACTERE DES PRIX	6
5.1	Prix plafonds de l'accord-cadre	6
5.2	Contenu des prix de l'accord-cadre	6
5.3	Date d'établissement des prix.....	6
5.4	Type et forme de prix	7
5.5	Unité monétaire – TVA	7
6	CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6.1	Généralités.....	7
6.2	Avances	7
	Calcul et montant de l'avance	7
6.3	Solde.....	8
6.4	Délai de paiement.....	8
7	DUREE – DELAI – REALISATION	8
7.1	Durée de validité de l'accord-cadre	8
7.2	Délais d'exécution.....	8
7.3	Nature de l'obligation du titulaire	8
7.4	Pénalités	8
	7.4.1 Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution de la prestation ou de prestation mal exécutée 9	
	7.4.2 Liste du personnel habilité du titulaire pour réaliser les prestations selon le contrôle élémentaire (délais de transmission maximum de 3 jours à compter de la réception d'un bon de commande).....	9
	7.4.3. Pénalités forfaitaire applicables en cas de dégradation de documents	9
8.	CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	9
8.4.	Représentation des parties.....	9
8.5.	Modalités de communication entre les parties	10
8.6.	Conditions d'exécution.....	10

8.7.	Responsabilité du titulaire.....	10
8.8.	Clauses techniques particulières	10
8.9.	Normes	10
8.10.	Clauses environnementales	10
8.11.	Lieu d'exécution des prestations	11
8.12.	Modification de référence	11
9.	GARANTIES DES PRESTATIONS	11
10.	SOUS-TRAITANTS	11
11.	CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES	12
11.4.	Personnes habilitées	12
11.5.	Résiliation	12
11.6.	Nantissement	12
11.7.	Tribunaux compétents	12
11.8.	Règlement amiable des litiges	13
11.9.	Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures	13
11.9.3.	Règlement des sommes dues	13
11.9.4.	Production des factures	13
11.9.5.	Contenu de la facture	13
11.10.	Adresse de correspondance du titulaire	13
11.11.	Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande	13
12.	Adresse de correspondance du titulaire	13
13.	Liste des dérogations au CCAG/FCS	13
ANNEXE 1 : Liste des sites concernés		14

1 DOCUMENTS CONTRACTUELS

1.1 Documents contractuels régissant l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, la liste des documents contractuels régissant l'accord-cadre figure ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1.1.1 L'acte d'engagement et le CCAP

- L'acte d'engagement et son annexe de prix, à savoir :
 - Annexe 1 : Bordereau des prix forfaitaires ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières.

1.1.2 Cahier des clauses techniques particulières

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de référence qui contient les exigences techniques de la personne publique.

1.1.3 Cahier des clauses administratives générales (CCAG)

Le cahier des clauses administratives générales pour les fournitures courantes et services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 31 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les éventuelles dérogations au CCAG/FCS sont listées à l'article 12 *infra*. A défaut, les dispositions du CCAG FCS s'appliqueront.

1.1.4 Cadre de réponse technique

Le cadre de réponse technique (CRT) détaille les dispositions que le soumissionnaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, en adéquation avec les exigences du CCTP.

1.2 Désignation des parties

Le marché public est conclu entre :

- Le chef du Service historique de la Défense (SHD), désigné par l'expression « le pouvoir adjudicateur » ;
- La société titulaire du marché public, désignée par l'expression « le titulaire ».

2 OBJET – MONTANT – PRIX - PRESTATION

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre a pour objet : **Dépoussiérage et reconditionnement du dépôt d'archives Castigneau 2 – Virginie Heriot au profit du CRT de Toulon.**

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conformément aux articles R. 2162-2 à R. 2162-6 et R.2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Au regard de la nomenclature, les codes CPV et GM sont les suivants :

L'accord-cadre n'est pas alloti.

- ❖ le code CPV principal de ce marché est : n°92510000-9 – Services de bibliothèques et archives
- ❖ le GM principal est : 45.05.01 – Autres prestations et services

2.2 Allotissement

Le marché public n'est pas alloti.

2.3 Montant de l'accord-cadre

Le présent marché public est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 200 000,00€ HT.

2.4 Marchés similaires

En application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation des prestations similaires.

La durée pendant laquelle les prestations similaires peuvent être conclues ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la date de notification de l'accord-cadre initial.

2.5 Modifications de l'accord-cadre

En application des dispositions des articles L. 2194-1, L. 2194-2 et R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution lorsque les cas détaillés ci-après et/ou qui pourraient être

inclus dans d'autres dispositions de l'accord-cadre sont mis en œuvre par décision unilatérale du pouvoir adjudicateur, soit par la conclusion d'un avenant entre les parties.

Ces modifications sont notifiées au titulaire de l'accord-cadre par voie électronique via la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

Les modifications envisagées ne peuvent en aucun cas entraîner une modification substantielle de l'accord-cadre initial.

3 MARCHE SENSIBLE

Dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire du marché sensible s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître de ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché. Les interventions se feront en la présence constante d'un agent du SHD chargé de veiller à la protection des informations ou supports classifiés.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDSN/PSE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale du 13 novembre 2020 portant approbation de ladite instruction ;
- l'instruction ministérielle n° 900/DEF/CAB/DR du 15 mars 2021 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles ;
- l'article 5 du CCAG/FCS, applicable au présent marché.

Par ailleurs, le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;
- qu'il a pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de la présente clause de protection du secret.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché, ayant besoin pour l'exécution de ces prestations d'accéder à des locaux contenant des informations ou supports classifiés, mais n'ayant pas besoin de connaître de ces informations, devront préalablement avoir fait l'objet d'un **contrôle élémentaire** conformément à l'instruction interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Pour cela, le titulaire s'engage :

- à ne présenter à ce contrôle que des personnes appartenant en propre à son entreprise, à l'exclusion de tout employé occasionnel ou intérimaire, et à remplacer immédiatement toute personne qui n'aura pas été autorisée ;
- à faire signer par ces personnes, appelées sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle par laquelle lesdites personnes attestent avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du Code pénal et qu'elles n'ont pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale, ni intervenir sans la présence d'un personnel du SHD habilité.
- à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations contenant des informations ou supports classifiés ;
- à remettre à l'autorité responsable du site la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

4 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES

4.1 Etablissement des bons de commande

Les bons de commande sont établis sur la base des prix forfaitaires, indiqués à l'annexe n°1 de l'acte d'engagement (bordereau des prix forfaitaires).

Chaque bon de commande précise notamment :

- La référence de l'accord-cadre ;
- La référence du bon de commande (numéro et date) ;
- La référence du devis accepté par le pouvoir adjudicateur ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La désignation de chaque prestation à réaliser ;
- Le prix forfaitaire hors taxes (HT) ;
- La date de prestation souhaitée ;
- Les quantités commandées ;
- Les montants totaux hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) de la commande ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant de la TVA ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) associé au bon de commande.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception (fax, courrier A/R, courriel, PLACE...).

La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification de celui-ci.

4.2 Délai d'exécution des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant doit se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement une date de réalisation des prestations, cette date est mentionnée sur le bon de commande concerné. Si le bon de commande ne comporte pas de date d'exécution de la prestation demandée, le délai d'exécution du bon de commande est de 72h maximum à compter de la notification de celui-ci.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande, notifié pendant la période de validité de l'accord-cadre, doit être exécuté jusqu'à son terme. L'exécution du bon de commande peut néanmoins se poursuivre au-delà de cette durée, notamment pour assurer la continuité de la prestation. Toutefois, la durée d'exécution du bon de commande ne saurait excéder trois mois après le terme de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander un bilan des statistiques de consommation des bons de commande durant l'exécution de l'accord-cadre.

5 CARACTERE DES PRIX

5.1 Prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre définis dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 constituent des prix plafonds.

Les prix des bons de commande seront proposés par le titulaire au titre de chaque survenance du besoin. Ils devront cependant être construits sur la base des prix plafonds de l'accord-cadre et ne pourront en aucun cas être supérieurs aux prix plafonds contractualisés au titre de l'accord-cadre.

5.2 Contenu des prix de l'accord-cadre

Les prix définis dans les annexes de prix citées à l'article 1.1.1 *supra* comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations décrites dans le CCTP de l'accord-cadre mentionné à l'article 1.1.2 *supra* et notamment :

- Le personnel et les équipements nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La garantie ;
- Les frais liés aux opérations de vérifications ;
- Les frais généraux, charges sociales ;
- Les taxes fiscales et parafiscales en vigueur ;
- Les frais de transport, de colisage ou équivalent.

Le titulaire ne saurait se prévaloir ultérieurement d'une quelconque omission, erreur d'appréciation ou sujétion technique, sauf sujétion imprévisible à la date de signature du contrat entraînant son bouleversement économique, pour obtenir un supplément de prix.

5.3 Date d'établissement des prix

La date dite « date d'établissement des prix » pour les prix plafonds de l'accord-cadre est le mois de remise de l'offre au titre de l'accord-cadre soit juillet 2025.

5.4 Type et forme de prix

Les bons de commande seront passés sur la base des prix forfaitaires mentionnés dans l'annexe de prix citée à l'article 1.1.1 supra. Ces prix forfaitaires sont fermes.

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour toute la durée du présent marché.

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau tarif ou barème si l'augmentation de ce tarif ou barème est supérieur à 3% l'an.

En cas de dépassement, si aucun accord n'était trouvé entre les parties, le cas échéant par avenant, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre en application de l'article 40.1 du CCAG/FCS, sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG/FCS, la résiliation de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur pour ce motif n'ouvre le droit à aucune indemnité pour le titulaire.

5.5 Unité monétaire – TVA

Les prix sont établis en euros.

Les prestations exécutées au titre du présent accord-cadre sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du Code Général des Impôts.

6 CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1 Généralités

Les paiements dus au titulaire au titre des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre s'effectuent selon les modalités définies au présent article.

6.2 Avances

Sauf refus du titulaire exprimé dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées aux articles L. 2191-2, L. 2191-3 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

L'avance est versée au plus tard avant la date de début d'exécution des prestations. Les deux conditions cumulatives au versement d'une avance de droit sont les suivantes :

- montant initial supérieur à 50 000 € HT ;
- délai d'exécution supérieur à deux (2) mois.

L'avance est fixée conformément à l'article 11 du CCAG/FCS, selon les modalités de l'option B.

Calcul et montant de l'avance

Dans le cas d'un titulaire unique :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé au titulaire, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Dans le cas d'une cotraitance :

En application des dispositions de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, il est versé à chacun des cotraitants, dans le délai maximum fixé à l'article 4.4 infra, une avance égale à 30% du montant initial TVA comprise de leur part respective du bon de commande (hors sous-traitance à paiement direct).

Les modalités de calcul de l'avance sont les suivantes :

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est inférieure ou égale à 12 mois :

Montant de l'avance = taux applicable × montant TTC de la période considérée

Si la période sur laquelle est calculée l'avance est supérieure à 12 mois :

Montant de l'avance = (taux applicable × montant TTC de la période considérée × 12) / (durée de la période considérée exprimée en mois)

Remboursement des avances

L'avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC du bon de commande.

Refus de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

6.3 Solde

- **Définition des lots de prestation et de liquidation financière**

Chaque bon de commande constitue un lot de prestation et un lot de liquidation financière.

- **Le solde de chaque lot de liquidation financière** sera payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

- **Les demandes de paiement de solde** sont transmises par le titulaire en un exemplaire à la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées en article 10.5 *infra*.

6.4 Délai de paiement

En application des articles L. 2192-10 et R. 2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement des sommes dues en exécution de chaque bon de commande est fixé à 30 jours maximum. Il peut faire l'objet d'une seule suspension par l'ordonnateur, notifiée au titulaire conformément aux dispositions R. 2192-27 et R. 2192-28 du Code de la commande publique.

En cas de dépassement de ce délai de paiement, la personne publique versera au titulaire des intérêts moratoires, dans les conditions et aux taux fixés par les articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Pour l'avance, le point de départ du délai de paiement est la date de notification du bon de commande.

Pour le solde, le point de départ du délai de paiement est à compter de la plus tardive des deux dates entre la date de réception des prestations et la date de réception par la personne publique, selon les dispositions relatives à la transmission des factures, mentionnées à l'article 10.5 *infra*.

Pour les révisions de prix, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le point de départ du délai de paiement est à la date de réception par la personne publique, selon les dispositions, relatives à la transmission de facture, mentionnées en article 10.5 *infra*, de la facture de révision de prix, si cette facture est reçue après la facture du principal. Dans le cas contraire, le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture du principal, dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Si l'entité liquidatrice procède à un règlement provisoire sur la base des derniers indices connus, elle dispose de trois mois à compter de la date de publication des indices pour effectuer le paiement sur la base finale des indices. Si le paiement n'est pas réalisé dans ce délai, des intérêts moratoires commencent à courir à l'expiration du délai de 3 mois.

7 DUREE – DELAI – REALISATION

7.1 Durée de validité de l'accord-cadre

La durée de validité de l'accord-cadre, pendant laquelle peuvent être notifiés des bons de commande, est de 1 an à compter de sa date de notification. L'accord-cadre n'est pas reconductible.

Il n'est possible de notifier des bons de commande uniquement pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre sera exécuté jusqu'à son terme.

Cependant, la fin d'exécution d'un bon de commande ne saurait excéder de trois (3) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

7.2 Délais d'exécution

Les délais fixés dans chacun des bons de commande s'entendent à compter de la date de notification du bon de commande concerné comme délai d'exécution de la prestation.

7.3 Nature de l'obligation du titulaire

Pour l'exécution des prestations, le titulaire est débiteur d'une obligation de résultat.

A ce titre, il est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution dans les délais impartis. Il s'engage, si cela s'avère nécessaire pour assurer ses prestations dans les délais, à renforcer son équipe et ses moyens techniques sans accroissement de rémunération.

7.4 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment

des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées par précompte au moyen de retenues sur les paiements à effectuer au titulaire sur la facture instance.

Les pénalités sont dues quel qu'en soit leur montant.

Ces pénalités s'appliquent à chaque bon de commande si les délais définis sont dépassés, des pénalités sont calculées, conformément aux dispositions du présent article.

7.4.1 Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution de la prestation ou de prestation mal exécutée

En cas de retard dans l'exécution de la prestation ou de prestation mal exécutée, les pénalités applicables seront calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/50$$

Dans laquelle :

P= montant de la pénalité en € HT ;

R= nombre de jours calendaires de retard ;

V = valeur HT de l'ensemble des prestations non livrées.

7.4.2 Liste du personnel habilité du titulaire pour réaliser les prestations selon le contrôle élémentaire (délais de transmission maximum de 3 jours à compter de la réception d'un bon de commande)

Le montant de la pénalité s'élève à 30 € HT par jour ouvrés de retard.

Toute journée entamée est due.

7.4.3. Pénalités forfaitaire applicables en cas de dégradation de documents

En cas de dégradation avérée des documents confiés au titulaire, imputable à ce dernier, une pénalité forfaitaire de 500,00€ par document endommagé sera appliquée. Cette pénalité pourra être augmentée en fonction de la valeur patrimoniale ou historique des documents concernés, sur la base d'une évaluation réalisée par un expert mandaté par le pouvoir adjudicateur.

Dans le cas où la dégradation serait involontaire, le titulaire peut se justifier auprès de l'administration. Cette justification sera appréciée par le pouvoir adjudicateur, qui pourra décider de déroger à l'application de ladite pénalité.

En cas de dégradation grave ou irréversible d'un document, entraînant une perte d'usage ou une impossibilité de restitution dans l'état d'origine, une pénalité forfaitaire fixée à 1 000,00 € par document sera appliquée. Cette pénalité est cumulative avec une éventuelle obligation de prise en charge des coûts de restauration ou de remplacement, si applicable.

7.4.4. Pénalités applicables pour vol de documents

En cas de vol ou de disparition des documents confiés, imputable directement ou indirectement au titulaire, une pénalité forfaitaire de 2 000,00 € par document sera appliquée. Le titulaire devra également rembourser l'intégralité des frais nécessaires pour engager des démarches de reconstitution ou de remplacement, en plus de répondre à toute action juridique initiée par le pouvoir adjudicateur au titre du préjudice subi.

8. CONDITIONS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

8.4. Représentation des parties

7.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

7.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.5. Modalités de communication entre les parties

Les échanges entre l'administration et le titulaire se feront via PLACE. La notification du marché, ainsi que toutes les autres informations seront échangées via cette plateforme. Toutefois, certains échanges pourront prendre la forme suivante :

- courrier électronique ;
- lettre recommandée avec avis de réception ;
- tout autre moyen permettant d'attester la date de réception (télécopie).

8.6. Conditions d'exécution

7.2.1 Mise en place de l'équipe technique

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du marché des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux mentionnés dans la composition de l'équipe affectée au projet (représentant du titulaire et son équipe) laquelle figure dans son cadre de réponse remis dans l'offre.

Aucune personne non autorisée ne peut intervenir dans l'exécution des prestations. **Tout nouvel intervenant devra préalablement être présenté au représentant du pouvoir adjudicateur pour approbation.**

7.2.2 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

8.7. Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation permettant d'assurer le pilotage de l'accord-cadre dans le cadre de l'exécution des bons de commande et de conseiller les entités parties prenantes de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de livrer une prestation conforme aux exigences techniques figurant dans le CCTP de l'accord-cadre.

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de garantir la qualité des prestations livrées ainsi que leur conformité aux exigences du présent accord-cadre et d'en apporter la preuve.

8.8. Clauses techniques particulières

Les prestations doivent satisfaire aux exigences techniques du cahier des clauses techniques particulières de l'accord-cadre (CCTP) mentionné à l'article 1.1.4 *supra*.

8.9. Normes

Les prestations doivent satisfaire aux exigences des normes (parties, chapitres ou paragraphes de normes) référencées dans le CCTP en vigueur à la date de signature de l'accord-cadre et du bon de commande par le titulaire, ou à tout autre référence accessible au pouvoir adjudicateur ou son représentant dont le titulaire devra démontrer l'équivalence, en termes de résultats, sauf dérogations qu'il lui appartient de solliciter de l'autorité signataire de l'accord-cadre.

Il appartient au titulaire d'obtenir l'accord de l'autorité signataire de l'accord-cadre et du bon de commande considéré (ou les personnes habilitées) pour utiliser :

- de nouvelles normes qui apparaîtraient au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à la place de celles citées dans l'accord-cadre,
- des normes d'indice autre que celui cité dans l'accord-cadre et qui présenteraient un intérêt vis-à-vis des fournitures prévues au contrat.

8.10. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables en matière environnementale.

Le titulaire est responsable de la valorisation ou de l'élimination des déchets générés par l'exécution des prestations pendant toute la durée du marché. Il est chargé de la collecte, du transport, de l'entreposage, du tri et de l'évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire a également l'obligation de produire, sur demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité des déchets.

8.11. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées à l'adresse indiquée dans le bon de commande, à savoir :

Service historique de la Défense
BCRM de Toulon
Passage de la corderie
83800 Toulon

8.12. Modification de référence

En cas de changement sur les références commandées au titre du présent accord-cadre suite à des obsolescences, des évolutions de produits ou suite à des erreurs matérielles, l'autorité signataire de l'accord-cadre se réserve le droit, en accord avec le titulaire, de notifier par ordre de service ces modifications sans incidence financière.

9. GARANTIES DES PRESTATIONS

Les prestations font l'objet d'une garantie d'un (1) an dans les conditions fixées par l'article 33 du CCAG/FCS.

10. SOUS-TRAITANTS

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Il est en outre également interdit de confier toute ou partie de la prestation à des personnes non autorisées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

En effet, les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes pour les tâches à effectuer à celles des personnes désignées dans le cadre de réponse présentée par le titulaire.

Pour ce faire, le titulaire devra alors fournir :

- Pour évaluer les capacités professionnelles du sous-traitant : la présentation d'une liste de services (références), effectués en propre par le sous-traitant, au cours des trois dernières années ainsi que les titres d'études et professionnel demandé au titulaire ;
- Pour évaluer les capacités financières du sous-traitant : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global HT réalisé au cours du dernier exercice disponible.

De plus, pour chaque sous-traitant présenté en cours d'exécution du marché public, le titulaire doit joindre au projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Pour une sous-traitance d'un montant supérieur à 5 000 € HT, une attestation sur l'honneur justifiant que l'opérateur économique est à jour de ses cotisations sociales et fiscales au 31/12 de l'année précédant la demande ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Le silence du représentant du pouvoir adjudicateur gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Si le titulaire transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, soit la résiliation du marché public à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 45 du CCAG/FCS).

Les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent marché public. Ils ne peuvent en aucun cas être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent marché public.

Le titulaire reste responsable des interventions de ses sous-traitants. Le titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination de l'intervention de son ou ses sous-traitants agréés.

En cas de sous-traitance, les demandes d'intervention seront notifiées uniquement au titulaire du marché public qui se chargera, le cas échéant, de les communiquer à son sous-traitant aux fins d'exécution des prestations. Les délais d'intervention courent à compter de la notification des demandes d'intervention au titulaire du marché public.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'organiser une réunion à laquelle seront tenus d'assister le titulaire et son(s) sous-traitant(s) aux fins de présentation de l'institution, de ses sites et des conditions d'exécution des prestations.

Pour les sous-traitants à paiement direct, le signataire de l'accord-cadre détient les déclarations résultant de l'application de l'article L. 2193-5 du Code de la commande publique.

Pour les sous-traitants non admis au paiement direct, le présent accord-cadre a valeur d'acceptation des sous-traitants dont la liste figure en annexes à l'acte d'engagement et d'agrément de leurs conditions de paiement.

Les sous-traitants devront se soumettre aux mêmes obligations que le titulaire en matière de protection du secret citées à l'article 3 du présent CCAP.

11. CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

11.4. Personnes habilitées

La personne habilitée à signer l'accord-cadre est le chef du service historique de la défense ou son représentant.

L'autorité signataire d'un bon de commande passé sur le fondement de l'accord-cadre est habilitée à émettre toute décision au titre de l'accord-cadre ou du bon de commande concerné en matière :

- de demandes de sursis de livraison émises en application de l'article 22.5 du CCAG/FCS ;
- de demandes de prolongation de délai émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS ;
- de demandes d'exonération de pénalités.

11.5. Résiliation

La résiliation de l'accord-cadre n'implique pas la résiliation automatique des bons de commande passés sur son fondement ; le titulaire doit en assurer leur bonne exécution.

L'accord-cadre et chacun des bons de commande pourront faire l'objet d'une (ou plusieurs) résiliation(s) partielle(s), en application des articles 41 et 42 du CCAG/FCS.

11.6. Nantissement

Il est délivré :

- (*dans le cas d'un titulaire unique*) au titulaire, à sa demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

- (*dans le cas d'une cotraitance*) à chaque cotraitant, à leur demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créance.

- (*dans le cas de sous-traitance à paiement direct*) au sous-traitant à paiement direct un extrait de l'original du marché revêtu de la mention signée par l'autorité signataire du marché au nom de l'État indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire ou un certificat de cessibilité pour former titre en cas de cession ou de nantissement de créance.

11.7. Tribunaux compétents

Le présent accord-cadre et les bons de commande émis sur son fondement sont soumis au droit français et les juridictions françaises sont seules compétentes pour connaître des litiges. Conformément à l'article R. 312-1 du Code de justice administrative, le tribunal territorialement compétent est celui de Melun.

11.8. Règlement amiable des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend au sens de l'article 46.1 du CCAG/FCS applicable au présent accord-cadre.

11.9. Entité liquidatrice, ordonnateur, comptable assignataire et condition d'envoi des factures

11.9.3. Règlement des sommes dues

Le règlement des sommes dues en vertu du présent accord-cadre est effectué dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les règlements seront effectués par virement au compte bancaire ou postal indiqué par le par le pouvoir adjudicateur bénéficiaire dans l'acte d'engagement.

L'adresse comptable assignataire sera mentionnée dans le bon de commande concerné.

11.9.4. Production des factures

Conformément aux dispositions des articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct doivent transmettre leurs factures sous forme électronique.

La transmission et la réception des factures est effectuée sur le portail public de facturation Chorus-pro, accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

11.9.5. Contenu de la facture

Pour l'ensemble des opérations de l'accord-cadre, chaque facture devra impérativement comprendre les mentions prévues par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, ainsi que les indications suivantes (liste non exhaustive) :

- Le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique du devis ;
- Le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application « Chorus ».

11.10. Adresse de correspondance du titulaire

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent accord-cadre seront adressées au titulaire à l'adresse mentionnée au cadre B1 de l'acte d'engagement.

11.11. Pilotage du suivi d'exécution de l'accord-cadre et des bons de commande

Le pilotage du suivi de l'exécution de l'accord-cadre est assuré par :

- le bureau conservation-restauration du Service historique de la Défense pour le volet technique ;
- le bureau finances-achats du Service historique de la Défense pour les aspects administratifs.

Le bilan annuel d'exécution de l'accord-cadre mentionné à l'article 5 du CCTP devra donc être transmis conjointement à ces deux bureaux.

12. ADRESSE DE CORRESPONDANCE DU TITULAIRE

Toutes correspondances et notifications relatives à l'exécution du présent accord-cadre et des bons de commande seront adressées au titulaire à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement.

13. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS

- L'article 1.1.4 déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS
- L'article 7.4 déroge à l'article 14.1 CCAG/FCS

ANNEXE 1 : LISTE DES SITES CONCERNES

Pouvoir adjudicateur	Adresses du site SHD
Service historique de la défense	BCRM de Toulon, Passage de la corderie, 83800 Toulon